

Emmanuel Macron a-t-il «cramé la caisse» ?



L'agence Standard & Poor's doit se prononcer vendredi 31 mai sur la note de la dette souveraine de la France.

À l'Assemblée, à l'initiative des Républicains, les députés se penchent sur les causes de l'augmentation de 911 milliards d'euros de la dette française depuis la première élection d'Emmanuel Macron en 2017.

Signe de la sérénité avec laquelle le gouvernement attend, vendredi soir 31 mai, la note de Standard & Poor's sur la dette française, Bruno Le Maire devait recevoir jeudi 30 mai au soir tous ses collaborateurs anciens et actuels pour marquer ses sept ans à la tête du ministère de l'économie et des finances. Un record, l'actuel locataire de Bercy n'étant dépassé que par Valéry Giscard d'Estaing, dont les huit années à ce qui était alors la rue de Rivoli se sont déroulées en deux

essentiel

Agriculture — Des dérogations accordées en cas de catastrophe climatique

La Commission européenne a formalisé jeudi 30 mai la possibilité pour les agriculteurs de déroger aux conditions environnementales fixées par l'UE en cas d'épisode climatique extrême. Dans le cadre d'une simplification de la politique agricole commune (PAC), les agriculteurs pourront continuer de bénéficier des paiements européens et échapperont aux pénalités s'ils sont dans une zone sinistrée. Cette « exception réduira la charge administrative » et permettra « une réaction rapide » des États.

Environnement Le Sénat vote pour la restriction des « polluants éternels »

Malgré les réticences du gouvernement et après l'Assemblée nationale, le Sénat a adopté jeudi 30 mai une proposition de loi écologiste pour restreindre

a aussi un autre record, moins réjouissant, à son actif: les 911 milliards d'euros de dette publique supplémentaire que la France doit supporter depuis 2017.

Au point que l'Assemblée nationale réunit depuis la mi-mai une commission d'enquête «visant à établir les raisons de la très forte croissance de la dette française depuis l'élection présidentielle de 2017». Le but des Républicains, qui ont voulu cette commission d'enquête et s'en sont attribués la présidence, est clair: démontrer qu'Emmanuel Macron et son ministre des finances ont «cramé la caisse», selon l'expression de leur candidate Valérie Pécresse pendant la campagne de 2022. «Un milliard d'euros n'a pas la même signification, en France, aujourd'hui et autrefois», leur a toutefois rappelé le spécialiste des finances publiques François Ecalle. Il insiste sur la nécessité de mesurer la dette non pas en milliards, mais en la rapportant au PIB. Et à cette aune, l'augmentation de 12,6 points de la dette sous Emmanuel Macron pèse peu à côté des 26,3 points de Nicolas Sarkozy!

Et s'il a relevé que «la France est le pays de la zone euro où la hausse de la dette a été la plus forte» depuis 2017, l'ancien conseiller maître à la Cour des comptes a aussi reconnu que la présidence Macron «était plutôt bien partie». «On a vu la réduction des déficits, les dépenses publiques étaient bien tenues, il y avait un début d'économies, a-t-il expliqué. Mais les gilets jaunes ont été une cassure.» Face à la grogne,

Emmanuel Macron a en effet été obligé d'arrêter la baisse des dépenses, tout en continuant celle des impôts, creusant ainsi le déficit. Ce que François Ecalle a résumé en deux chiffres: la baisse de 1,7 point de PIB des prélèvements depuis 2017 et l'augmentation concomitante de 1,7 point de PIB d'un déficit

L'économiste François Facchini met en garde contre le risque de «gérontocratie».

déjà élevé. D'où l'envolée de la dette, en dehors même de la crise sanitaire. Cette différence entre des prélèvements en berne et la stagnation, voire la hausse, des dépenses, c'est aussi ce que la Cour des comptes relevait mercredi 29 mai dans son rapport sur les comptes de la Sécurité sociale, mettant en avant le coût des niches sociales («8 milliards d'euros

sous Emmanuel Macron) par rapport à l'augmentation des dépenses, notamment de santé («6 milliards d'euros»). «Alors qu'il n'y a aucun réel effort d'économies», tonait son premier président Pierre Moscovici. Devant la commission d'enquête de l'Assemblée, l'économiste François Facchini, professeur à Paris Panthéon Sorbonne, mettait d'ailleurs en garde contre le risque de «gérontocratie». «Le corps électoral vieillissant veut plus de dépenses sociales, de santé et de retraites, et le gouvernement doit y répondre, expliquait-il. Or, les électeurs veulent ces dépenses sans imposer de supplémentaires: on en déplace donc la charge vers le futur.»

Outre cette «demande sociale de dette», François Facchini pointait l'incapacité des gouvernements sans majorité à réduire les dépenses «car ils doivent sans cesse négocier avec leur circonscription ou selon leur idéologie, a-t-il résumé. C'est le cas du gouvernement actuel qui ne peut engager de grande réforme.»

repères

L'Insee révisé ses bases

L'Insee doit publier vendredi matin 31 mai une version révisée des comptes nationaux pour 2021, 2022 et 2023. Cette actualisation s'accompagne d'une «révision des bases» qui a pour but de «recaler l'intégralité des séries des comptes nationaux

C'était déjà, l'an dernier, une des inquiétudes des agences de notation. Relevant le difficile passage au Parlement de la réforme des retraites, Fitch avait abaissé la note française, soulignant que «l'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) constituent un risque pour le programme de réformes de Macron». Bruno Le Maire avait répliqué en assurant que la France allait continuer à «faire passer des réformes structurantes». Malgré le risque politique que cela constitue, le gouvernement n'a donc pas attendu les élections européennes pour annoncer une réforme de l'indemnisation des chômeurs, qui doit rapporter 3,6 milliards d'euros aux budgets sociaux. «Si mon tempérament était de repousser les difficultés après les élections, je n'aurais pas annoncé la réforme de l'assurance-chômage», soulignait le premier ministre Gabriel Attal, jeudi matin sur RTL. Une manière de rassurer Standard & Poor's sur ses intentions réformatrices.

Nicolas Seméze

prévent-elle. Le niveau du PIB, par exemple, pourrait être très légèrement revu à la baisse, ce qui pourrait, à la marge, jouer sur le ratio dette/PIB. Mais, rassure l'Insee, «ces changements joueront nettement moins sur les évolutions de long terme».

sur la-croix.com

Un article détaillé

ces «polluants éternels» massivement présents dans les poêles en Teflon, les emballages alimentaires, les textiles et l'automobile. Le texte a été approuvé à l'unanimité. Selon le ministre chargé de la transition écologique, Christophe Béchu, il faut «construire un cadre européen».

sur la-croix.com

Un article détaillé

1,5 million de tonnes de céréales et oléagineux russes fortement taxés à partir du 1^{er} juillet.

C'est ce que les États membres de l'UE ont annoncé jeudi 30 mai. La mesure vise à diminuer les revenus de la Russie, utilisés pour financer la guerre en Ukraine. La plupart de ses produits agricoles étaient jusqu'à présent exemptés de droits de douane dans l'UE et très peu taxés. La mesure va permettre selon Bruxelles de «stopper l'exportation illégale de céréales volées en Ukraine» et d'empêcher Moscou de «déstabiliser» les marchés agricoles.

sur la-croix.com

qui sont Daniel Kre-tinsky et David Layani, les deux prétendants à la reprise d'Atos ?